Bac Général Maths + SES (Mathématiques et Sciences économiques et sociales)

SUJET D'EXAMEN (SESSION OFFICIELLE)

Sciences économiques et sociales - Session 2024

Sujet de l'examen national tel que publié pour la session indiquée. Source : sujets nationaux publiés par le ministère chargé de l'examen et les services académiques. Document mis à disposition par FormaV pour la révision.

Toutes les annales et leurs corrigés : https://bac-maths-ses.fr/annales-sujets-et-corriges

BACCALAURÉAT GÉNÉRAL

ÉPREUVE D'ENSEIGNEMENT DE SPÉCIALITÉ

SESSION 2024

Sciences économiques et sociales

_____

JOUR 1

Durée de l'épreuve : **4 heures**

L'usage de la calculatrice et du dictionnaire n'est pas autorisé.

Dès que ce sujet vous est remis, assurez-vous qu'il est complet.
Ce sujet comporte 11 pages numérotées de 1/11 à 11/11.

Le candidat traite au choix le sujet de dissertation ou le sujet d'épreuve composée.

Dissertation s’appuyant sur un dossier documentaire

Il est demandé au candidat :

- *de répondre à la question posée par le sujet ;*
- *de construire une argumentation à partir d'une problématique qu'il devra élaborer ;*
- *de mobiliser des connaissances et des informations pertinentes pour traiter le sujet, notamment celles figurant dans le dossier ;*
- *de rédiger, en utilisant le vocabulaire économique et social spécifique approprié à la question et en organisant le développement sous la forme d'un plan cohérent qui ménage l'équilibre des parties.*

Il sera tenu compte, dans la notation, de la clarté de l'expression et du soin apporté à la présentation.

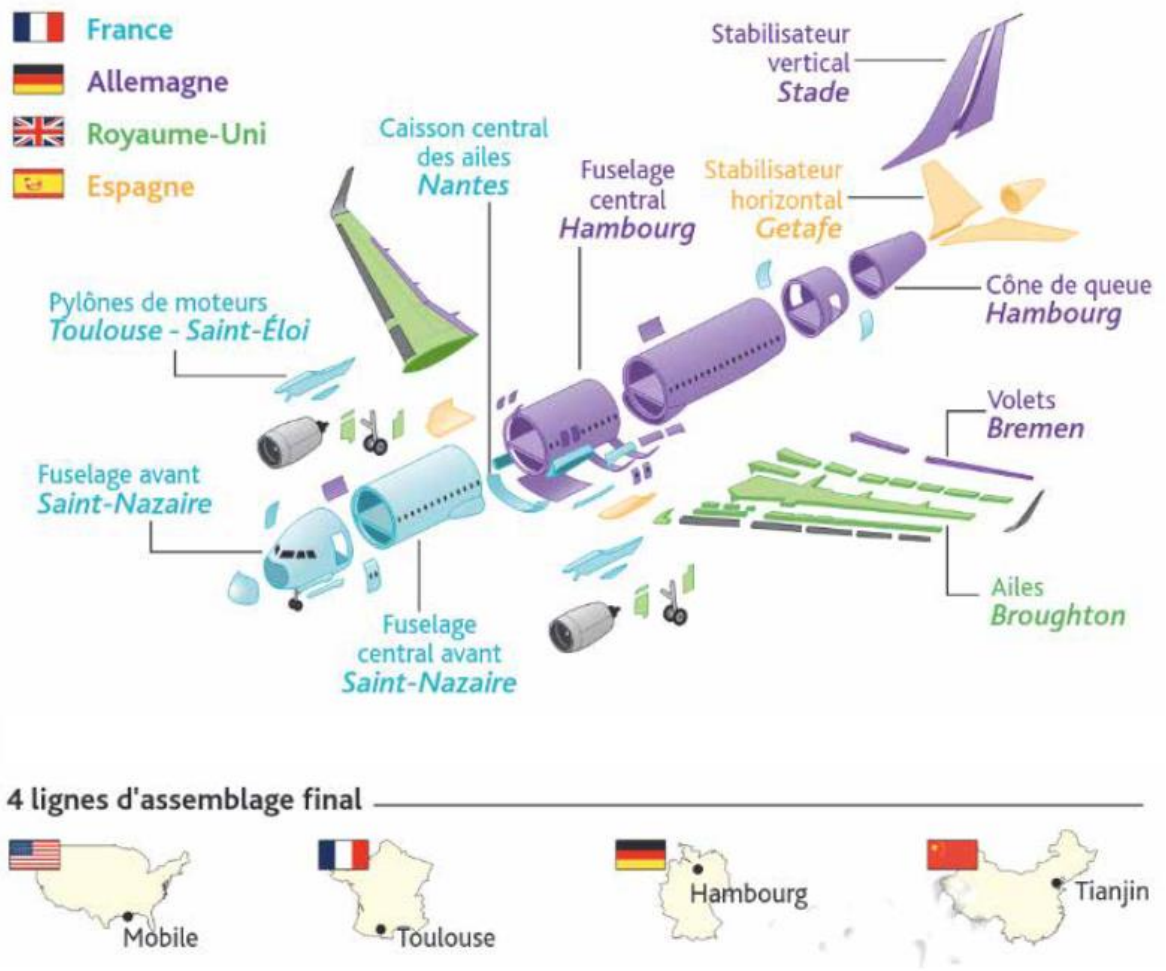
SUJET

Ce sujet comporte quatre documents.

Comment expliquer le commerce international ?

DOCUMENT 1

Répartition des tâches productives pour la fabrication de l'Airbus A320



Source : Airbus, 2020.

Note : Stade, Hambourg et Bremen sont en Allemagne, Broughton au Royaume-Uni, Getafe en Espagne et les autres villes en France.

DOCUMENT 2

Part des commerces interbranche et intrabranche[1] dans le total des importations et des exportations françaises entre 2019 et 2021 (en %)

Secteurs	Commerce interbranche	Commerce intrabranche avec différenciation verticale[2]	Commerce intrabranche avec différenciation horizontale[2]
Total manufacturier	39,7	46,7	13,5
Alimentaire	58,1	31,2	10,6
Textile	46,3	41,5	12,1
Chimique	36,3	51,0	12,7
Mécanique	37,9	51,0	10,9
Véhicules	25,1	48,5	26,4
Électronique	40,4	52,4	7,0

Source : CEPII, *Les profils Pays*, juillet 2023.

Lecture : entre 2019 et 2021, 39,7% des exportations et importations manufacturières françaises étaient des échanges interbranches.

Note : le total n'est pas toujours égal à 100 car certains flux sont difficilement classés.

1. Le commerce intrabranche désigne les échanges internationaux de produits issus d'une même branche d'activité.

2. La différenciation verticale correspond à des échanges de produits de qualités différentes donc de prix différents (produits de gammes différentes) alors que la différenciation horizontale correspond à des échanges de produits de variétés différentes pour un prix similaire (produits de même gamme).

DOCUMENT 3

Les cinq premiers avantages comparatifs de quelques pays en 2021

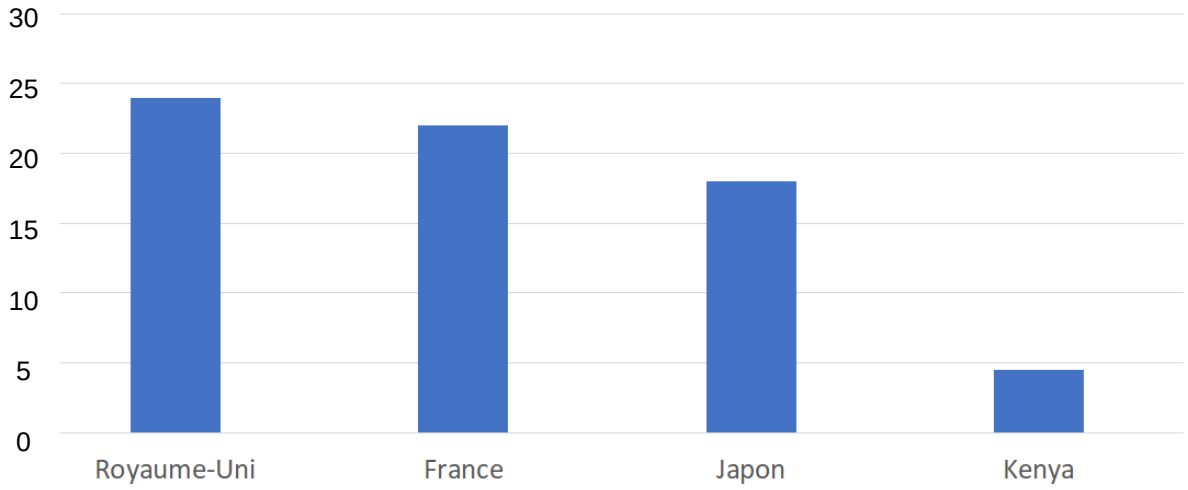
	France	Royaume-Uni	Bangladesh	Kenya	Japon
1er	Aéronautique et espace	Services de finance	Vêtements de bonneterie[1]	Produits agricoles comestibles autres que les céréales	Automobiles particulières
2e	Services de transport	Autres services aux entreprises	Vêtements de confection	Services de transport	Machines spécialisées
3e	Autres services aux entreprises	Services de télécommunication et information	Services des administrations	Voyages	Éléments de véhicules automobiles
4e	Produits de toilette	Aéronautique et espace	Tapis	Produits agricoles non comestibles	Fer et acier
5e	Boissons	Services d'assurance	Cuirs	Services de télécommunication et information	Fournitures électriques

Source : CEPII, 2023.

[1] Vêtements de bonneterie : notamment sous-vêtements et chaussettes.

DOCUMENT 4

Part des exportations de haute technologie dans les exportations de biens manufacturés en 2021 (en %)



Source : d'après la Banque Mondiale, 2023.

Épreuve composée

Cette épreuve comprend trois parties :

Partie 1 - Mobilisation des connaissances : il est demandé au candidat de répondre à la question en faisant appel à ses connaissances acquises dans le cadre du programme.

Partie 2 - Étude d'un document : il est demandé aux candidats de répondre aux questions en mobilisant ses connaissances acquises dans le cadre du programme et en adoptant une démarche méthodologique rigoureuse, de collecte et de traitement de l'information.

Partie 3 - Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire : il est demandé au candidat de traiter le sujet :

- *en développant un raisonnement ;*
- *en exploitant les documents du dossier ;*
- *en faisant appel à ses connaissances personnelles ;*
- *en composant une introduction, un développement, une conclusion.*

II sera tenu compte, dans la notation, de la clarté de l'expression et du soin apporté à la présentation.

Première partie : Mobilisation des connaissances *(4 points)*

Quels sont les effets du marché unique sur la croissance économique dans l'Union européenne ?

Deuxième partie : Étude d'un document *(6 points)*

Destinée sociale des femmes selon la catégorie socioprofessionnelle de leur mère en 1977 et en 2015 (en %)

	Catégorie socioprofessionnelle de la fille							
Catégorie socioprofessionnelle de la mère		Agriculteurs exploitants	Artisans, commerçants et chefs d' entreprise	Cadres et professions intellectuelles supérieures	Professions intermédiaires	Employés et ouvriers qualifiés	Employés et ouvriers non qualifiés	TOTAL
Agriculteurs exploitants	**1977**	**42,2**	**8,1**	**0,6**	**5,4**	**15**	**28,6**	**100**
	2015	8	3	11,2	19,1	33,1	25,5	100
Artisans, commerçants et chefs d'entreprise	**1977**	**2,7**	**26**	**3,6**	**15,8**	**31,4**	**20,6**	**100**
	2015	1,3	10,1	15,4	28	27,9	17,3	100
Cadres et professions intellectuelles supérieures	**1977**	**0**	**3,8**	**40,1**	**22,7**	**14,8**	**18,7**	**100**
	2015	0,3	4,6	41,7	31,6	11,6	10,2	100
Professions intermédiaires	**1977**	**0,7**	**6,9**	**12,9**	**39,1**	**31,3**	**9,1**	**100**
	2015	0,1	3,9	29	37,7	19	10,4	100
Employés et ouvriers qualifiés	**1977**	**0,9**	**8,4**	**3,3**	**19,6**	**42,9**	**25**	**100**
	2015	0,6	4,1	14,9	30,2	32,9	17,4	100
Employés et ouvriers non qualifiés	**1977**	**2,5**	**5,9**	**1,2**	**9,4**	**33,8**	**47,2**	**100**
	2015	0,9	3,7	7,5	22,4	34,1	31,4	100

Lecture : en 2015, 8 % des femmes ayant une mère agricultrice exploitante exercent elles-mêmes cette profession.
Champ : France métropolitaine, femmes françaises actives occupées ou anciennes actives occupées, âgées de 35 à 59 ans au 31 décembre de l'année de l'enquête.

Source : INSEE, *Enquête Formation et qualification professionnelle* en 1977 et en 2014-2015.

Questions :

1. À l'aide des données du document, vous montrerez que l'immobilité sociale des filles par rapport à leur mère a globalement diminué entre 1977 et 2015. (*2 points)*

2. À l'aide du document et de vos connaissances, vous présenterez deux facteurs expliquant l'augmentation de la mobilité sociale ascendante des filles par rapport à leur mère entre 1977 et 2015. *(4 points)*

Troisième partie : Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire ***(10 points)***

Cette partie comporte trois documents.

Sujet : À l'aide de vos connaissances et du dossier documentaire, vous montrerez que l'engagement politique dépend de différentes variables sociodémographiques.

DOCUMENT 1

Vote systématique[1] lors des élections de 2022 selon l'âge, le diplôme et la catégorie socioprofessionnelle (en % des inscrits)

Âge	
18-29 ans	17,3
30-64 ans	37,2
65 ans et plus	47,7
Niveau de diplôme	
Aucun diplôme	28,8
Diplôme inférieur au baccalauréat	38,1
Baccalauréat	33,3
Diplôme de l'enseignement supérieur	43,7
Catégorie socioprofessionnelle	
Agriculteurs exploitants	50,5
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	36,0
Cadres et professions intellectuelles supérieures	47,6
Professions intermédiaires	36,4
Employés	31,7
Ouvriers	27,2
Ensemble des inscrits	**37**

Champ : inscrits sur les listes électorales et résidant en France métropolitaine.

Source : d'après INSEE, *Enquêtes sur la participation électorale,* 2002 à 2022.

1 : personnes ayant voté à tous les tours des élections nationales (aux deux tours de la présidentielle et aux deux tours des législatives de 2022).

DOCUMENT 2

La sous-représentation des femmes parmi les candidats en position éligible s'explique d'abord par le fait que « les hommes sont objectivement mieux dotés que les femmes dans la course à l'investiture[1] ». En effet, lorsqu'ils s'engagent dans cette compétition, les hommes sont, plus souvent que les femmes, des professionnels de la politique (sortants ou cumulant plusieurs mandats), ce qui leur donne objectivement plus de chances de gagner l'élection : ils sont déjà connus des électeurs et de la presse, ils disposent d'un réseau de soutiens politiques aux niveaux local et national et ont acquis préalablement les ficelles du métier politique, notamment l'art de faire campagne (animer des réunions électorales, tracter dans les marchés...). Les élites des partis tendent donc à les sélectionner au détriment des femmes, plus souvent novices en politique. On voit ici à quel point l'hégémonie masculine du champ politique s'auto-entretient : le fait de détenir déjà du pouvoir augmente les chances d'en accumuler davantage. Mais l'exclusion des femmes des candidatures n'est pas seulement le reflet du déficit « objectif » de ressources politiques des femmes. Si les procédures de sélection sont biaisées au profit des hommes, c'est aussi parce qu'elles sont imprégnées d'un certain nombre de stéréotypes sexués : les instances qui recrutent les candidats tendent en effet à associer le métier politique à des qualités pensées comme viriles : charisme, disponibilité, aisance oratoire, combativité, maîtrise technique par exemple. Il est ainsi couramment postulé (plus ou moins consciemment) que les femmes seront moins capables de résister physiquement et mentalement au combat électoral, de parler en public, de s'extraire de leur vie privée ou de susciter le respect des électeurs.

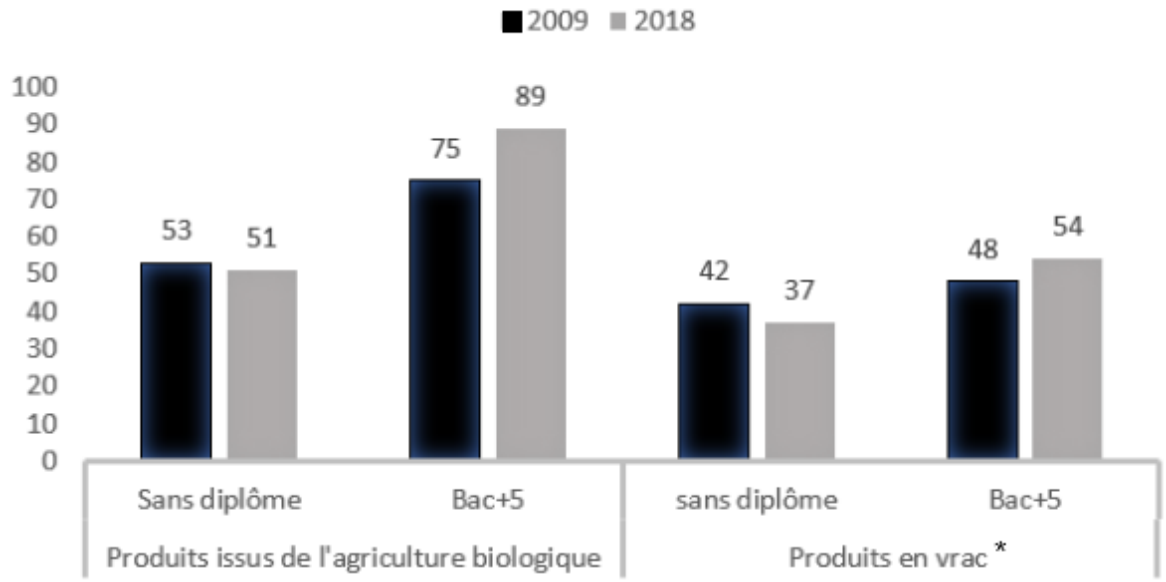
Source : Laure BÉRENT, Sébastien CHAUVIN, Alexandre JAUNAIT, Anne REVILLARD, *Introduction aux* gender studies*, Manuel des études sur le genre*, De Boeck Université, 2008.

1 : Sylvie PIONCHON, Grégory DERVILLE, *Les femmes et la politique*, Presses Universitaires de Grenoble, 2004. L'investiture correspond au choix par un parti politique de ses candidats à une élection.

DOCUMENT 3

Type de consommation selon le niveau de diplôme (en %)

Question posée aux personnes enquêtées : « Depuis 6 mois, avez-vous acheté...? »



Source : CRÉDOC, *Enquêtes tendances de consommation*, 2009-2018.

Note : les données correspondent aux personnes ayant répondu « oui » à la question.

* Produits en vrac : produits sans emballage qui réduisent les gaspillages en produits et en emballages.